L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 8 MARS 1887. 60me Année

Dufour & Donnel.
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI, 8 MARS 1887.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, aux portes.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par le shérif la propriété ci-dessous décrite, à savoir : un grand lot de groceries fines vins, liqueurs, sur les lieux coin Calliope et Liberté.

Par W. Hodgson, au local No 144 rue Commune coin Théâtre Alley, propriété de buvette et de clubs.

Par Hy Stern & Co., à leurs salles de ventes, 35 rue de Chartres—bottes, souliers et broderies.

Les vols et les désordres dans nos campagnes louisianaises.

La sécurité est le premier de tous les sentiments que l'autorité gouvernementale—quels que soient, d'ailleurs, le nom qu'elle porte, la forme dans laquelle elle s'exerce, le degré qu'elle occupe sur l'échelle administrative—doit inculquer aux hommes réunis en société, à une nation, à un Etat, à une communauté, au moindre village. Elle est la source de toute initiative, la base de tout développement de l'activité, le levier de tout progrès. Sans elle, non seulement tout avancement, dans l'ordre matériel ou dans l'ordre intellectuel, est impossible, mais il y a forcément stagnation, sinon recul, décadence. La véritable œuvre d'un gouvernement n'est pas de pousser les populations ; c'est leur affaire. L'initiative doit venir d'elles, son devoir est de les laisser agir. Son véritable rôle consiste à leur élargir la voie, à enlever tout obstacle qui pourrait s'opposer à leur marche, à les protéger dans l'exercice de leur travail agricole, industriel, scientifique, artistique. Cela est si vrai, que l'on a donné au corps chargé spécialement d'assurer l'ordre public un nom presqu'identique à celui de l'ensemble du système gouvernemental, de la politique ; on l'a appelé police.

Il faut avouer que, sous ce rapport, les Etats Unis ne se détachent pas bien en relief au milieu des autres nations. La Louisiane, en particulier, ne brille guère plus que l'Union, et l'on y aperçoit les traces de ce malheureux état de choses, portant, dans l'ordre politique aussi bien qu'en l'ordre économique.

Que de plaintes amères nous avons entendu formuler contre l'indifférence, l'apathie du corps électoral ! On reprochait, on reproche encore aux votants, de ne pas aller aux " polls ", de laisser s'altérer le verdict populaire. Savez-vous ce qu'ils répondent ? " Donnez la sécurité à notre vote ; faites qu'il ne soit pas escamoté ; que le bulletin que nous aurons déposé dans l'urne, en sorte tel qu'il y est entré, avec les noms qui y étaient inscrits, et vous nous verrez, de nuit comme à un rendez-vous que vous nous aurez donné. "

C'est bien autre chose sur le terrain économique, où tant d'intérêts divers sont engagés, où un champ si vaste est ouvert à l'activité. Nous ne connaissons rien d'analogiques, de craintif comme l'industrie, le travail. Jamais ils ne se hasarderont dans une entreprise, si l'on ne leur assure la propriété de leurs produits, s'ils sont constamment exposés à les perdre, par la malveillance ou l'impunité dans celui qui est chargé de les protéger contre le vol ou la rapine.

La Louisiane, notamment, est un Etat essentiellement agricole. Nous cherchons tous à y introduire des industries et nous avons raison. Un pays n'est réellement prospère que quand il a donné un libre essor à toutes ses activités, quand il sait tirer parti de ses ressources les plus variées. Mais il se passera bien du temps avant que la transformation dont nous parlons ne soit opérée. En attendant, il nous faut protéger, à tout prix et par tous les moyens, le développement de notre agriculture, puisque c'est elle seule qui nous assure l'existence. Ce devoir est plus impérieux que jamais, pour nous, aujourd'hui qu'elle se trouve dans un état de crise, de transition : qu'elle passe, peu à peu, du système de la culture unique à celui des cultures variées ; que l'habitation se métamorphose en ferme, non sans peine, non sans résistance, mœurs de toute la colonie que par la force des choses. Il nous est prouvé, très clairement, que là est le salut, pour le présent, la prospérité, pour l'avenir. Nous devons donc nous sentir obligés d'encourager cette transformation, de l'aider à se développer, en l'entourant de notre protection, en donnant la plus grande sécurité possible.

Or, qu'arrive-t-il ? Ecoutez le planteur, le cultivateur qui se lance dans la nouvelle voie. Il veut faire de l'élevage, se former un troupeau de moutons, enrichir sa basse-cour de nombreuses volailles. Il va plus loin : il cherche à améliorer les races : il fait venir, à grands frais, de l'Ouest, du New Jersey, du Connecticut, des animaux des meilleures races. Il assiste, tous les jours, aux progrès qui se font autour de lui ; il les voit avec bonheur, avec orgueil, et il en a bien le droit ; ils lui coûtent assez de peine, assez d'argent. Il calcule—et cela très correctement—les bénéfices qu'il en peut tirer, dans tant de jours, dans tant de semaines, dans tant de mois. Il se réjouissait pas. Il sait que, la première année, il couvrira peine ses dépenses, mais, la deuxième la troisième, la reproduction grossissant sans cesse, il voit ses revenus doubler, tripler ; c'est presque la fortune qui se présente à lui, sous la forme la plus honorable, la plus glorieuse, car il n'y a là rien qui vienne du hasard : tout est le fruit d'un travail intelligent, de généreuses avances.

Au moment d'en jouir, d'en obtenir le plus légitime des profits, une partie de tout cela disparaît—non pas la partie, notez bien, mais juste ce qui constituerait un bénéfice, quelquefois même davantage—de sorte qu'après avoir bien travaillé, d'une façon très intelligente, très utile, il se trouve en perte ; et il vous dit, le découragement dans l'âme, la tristesse empreinte sur sa physionomie : " Comment voulez-vous que je fasse des améliorations ? On m'en enlève tous les fruits. Je m'aperçois que je ne travaille que pour la maraude ; je suis obligé d'en revenir à mes anciennes cultures qui n'y prêtaient beaucoup moins et me laissaient plus de sécurité. "

Nous n'inventons rien. C'est là un cri général dans nos paroisses. Ce sont, tantôt, des agrestes ou des porcs pourvus par des échappés de toutes les barrières, les blessent, les tuent ; tantôt, les plus belles volailles d'une ferme qui sont soustraites par des pillards qu'on laisse vivre IMPUNÉMENT de razzias sur les propriétés ; tantôt, c'est une basse-cour qui est dévalisée, en une nuit, par des voleurs qui sautent les barrières ou franchissent les murs et emportent tout ce qu'ils rencontrent—oufs et poulets.

C'est fois, nous avons entendu ces récits lamentables ; cent fois, nous les avons lus et relus dans les journaux des différentes localités de nos paroisses du Nord, de l'Ouest, de l'Est.

Nous dénons qui que ce soit de parcourir ces feuilles paroissiales, si utiles, trançant, souvent, un tableau si net, si vrai de la situation de nos campagnes, sans être effrayé de la multiplicité des vols de toutes sortes qui s'y commettent à chaque instant. Dernièrement, un journal d'une de nos paroisses riveraines du fleuve et voisines de la Nouvelle-Orléans, demandait la création d'un comité de vigilance pour mettre un terme à toutes ces déprédations.

On a pris, dans certaines campagnes, des habitudes déplorables ; il y règne un laissez-aller désolant ; le premier venu, longeant un champ de cannes, ne se fait aucun scrupule de couper, de ci de là, une tige, deux tiges, suivant le caprice du moment, sans réfléchir que, la veille, le jour même, le lendemain, la semaine suivante, dix, vingt individus, en ont fait ou en feront autant, et que cette masse de larcins, insignifiante chacun en particulier, innocents en apparence, finissent par constituer une perte énorme, un vol colossal. L'association des planteurs s'en plaignait amèrement, il n'y a pas longtemps ; et les mêmes plaintes étaient portées par plusieurs associations paroissiales.

Il faudrait en finir avec cet état de choses désastreux ; il paralyse tout progrès, il est ruineux pour les planteurs, pour les cultivateurs, spécialement pour ceux qui se sont voués à la réforme agricole et sont, par conséquent, les plus utiles au pays. Est-ce ainsi qu'ils devraient être récompensés de leurs travaux, de leur initiative ?

On nous dit que les lois sont défectueuses ; il est donc nécessaire de les refaire à la prochaine réunion de la Législature. En attendant, les jurés de police devraient redoubler de vigilance et augmenter, s'il en est besoin, la force constabulaire dans nos campagnes, pourvu que la politique, qui, en se mêlant à tout, gâte tout, n'ait rien à voir dans les choix, et que la police des différentes localités soit confiée aux plus énergiques, aux plus honnêtes. Le jour où nos campagnes jouiront de la plus parfaite sécurité, leur avenir, leur prospérité seront assurés.

LOUISIANE.

Le *Banner*, New Road, paroisse Pointe Coupée, du 5 mars :

Les journées de dimanche et de lundi derniers ont été d'un froid intense ; nous avons eu de la glace, ces deux jours-là, mais, depuis lors, le temps a été très agréable.

Nous sommes heureux de pouvoir déclarer que la gelée n'a atteint ni les fruits ni les légumes.

—On a semé beaucoup de maïs, dans notre voisinage. En quelques endroits même, il a levé ; on pourra bientôt le travailler.

—La compagnie du chemin de fer Texas-Pacific est en train de placer des rails d'acier sur la voie, dernière le district de levées de Fordoche et de Grosse Tête, tout près de la station Mariugouin. En certains endroits, on a exhaussé considérablement la voie.

—Le public se plaint beaucoup du mauvais état du sentier de Grosse Tête. Comme notre population voyage beaucoup dans cette région, surtout à l'époque de l'année où nous nous trouvons, il est urgent de prendre des mesures pour réparer ce chemin, devenu impraticable, surtout après les fortes pluies.

—Lorsque l'Atchafalaya a fait invasion sur les terres les plus basses du bas Fordoche, mais il n'y a aucun danger à redouter si les levées qui font face au fleuve tiennent bon.

—On nous écrit, du premier " ward " de Pointe Coupée.

" La saison humide est, enfin, arrivée et je dois constater que nos planteurs ne sont pas découragés de la situation. C'est le malheur d'un certain nombre de classe. Je vais vous donner, tant bien que mal, un aperçu de ce qui se passe ici.

" Sans doute, nos terres de maïs n'ont pas été toutes labourées, mais, en certains endroits, on a déjà semé : le grain a même levé. Ceux qui se sont hâtés ainsi, s'en repentent. Quant au travail, il se fait assez lentement ; les travailleurs n'ont plus le dimanche pour s'amuser ; il y cherchent une compensation dans les jours de la semaine et s'arrêtent volontiers dans les boutiques, les buvettes.

" On a fait, sur l'Atchafalaya, les études ordinaires, et l'on se prépare aux travaux qu'on a l'intention d'y faire. Nous ignorons les plans que l'on va suivre, mais on se mettra à l'œuvre aussitôt que les basses eaux le permettront, avec les allocations qu'environ le ministre de la guerre. L'Oncle Sam nous a envoyé la fleur de ses jeunes ingénieurs, et ils ont fait leur devoir. Nous citerons, entr'autres, MM. Hardee, Ludlum, Knoblock. Ils ont d'excellents assistants, qui leur prêtent un appui efficace. "

Le *South*, Plaquemines, paroisse Iberville, du 5 mars :

Une nouvelle impulsion vient d'être donnée à l'Association de Homestead, d'Iberville. M. G. A. Barbon a été nommé solliciteur de souscriptions. En quelques jours, il a fait prendre quarante-trois nouvelles actions, et il déploie plus d'activité que jamais. Nous pouvons affirmer, maintenant, que l'Association repose sur de solides fondements ; bientôt, elle commencera à fonctionner activement.

Quiconque a de petits moyens, qui compte travailler, pour gagner sa vie, au jour le jour, devrait entrer dans cette Société : c'est un très bon placement ; c'est la plus sûre des caisses d'épargne ; elle donne les moyens d'avoir une propriété à des conditions très avantageuses, sans gros débours.

—MM. Thompson et Compton, de l'habitation Texas, ont construit, chez eux, une vaste scierie pour fabriquer des bardeaux ; ils ont déjà signé un contrat pour la livraison de 10,000,000 de perrains, pour Cameron, de Waco, Texas.

Le 25 du mois dernier, ils ont expédié à Wheeling, Virginie de l'Ouest, 250,000 perrains. Ce sont des hommes énergiques, entreprenants, et le succès semble couronner leurs efforts.

—Nous sommes heureux d'avoir à annoncer qu'une partie de nos concitoyens commencent à s'adonner au fermage. Les légumes—les primeurs, surtout—sont l'objet de leur attention, et c'est là qu'ils peuvent faire un bénéfice sûr. Les habitants de Grosse-Tête s'occupent spécialement de la culture des pois dits quarantains. Dans deux mois, nous pourrons donner le résultat de leurs essais. L'un dernier, M. Joseph Bargas, un des principaux marchands de Grosse-Tête, a fait 25 barils de pommes de terre " pearless " sur un acre ; il les a expédiées à St-Louis et les a vendues $3 50 le baril—ce qui lui a rapporté un bénéfice brut de $122 50 l'acre. Tous frais faits—culture, semence et labour—il avait déposé $20. Il lui est donc resté en profit net de $102 50.

Ce n'est là qu'une partie des produits de la ferme ; nous avons la conviction qu'on doit tirer autant de la culture des oignons, des tomates et autres primeurs, si l'on peut les faire parvenir sur les marchés de Chicago, Saint-Louis et autres villes de l'Ouest.

En outre, nous pouvons nous faire, de ces mêmes produits, d'autres revenus, en les vendant chez nous, soit pour la vente, soit pour d'autres localités qui en ont besoin ; sans compter les principaux —le sucre, le coton—qui viennent grossir la somme totale. Il n'y a plus moyen d'abîmer que la culture ne rapporte pas en Louisiane.

Nous sommes en état d'envoyer des légumes à l'Ouest, au Nord, deux mois plus tôt qu'ils ne peuvent se les procurer. Là est la principale source de la prospérité pour les fermiers de notre Etat.

Nous avons une énorme quantité de terres restées incultes, stériles, abandonnées ; il nous faut les convertir en champs fertiles, en engageant les étrangers à venir les faire fructifier, grâce au métier, le plus noble de tous, qu'on appelle le fermage. Que nos jeunes gens se pénètrent bien de cette vérité ; qu'ils divisent leurs propriétés, et ils feront leur fortune au même temps que celle du pays.

Le *Courrier*, Opelousas, paroisse St-Landry, du 5 mars :

Les derniers jours de février nous ont avertis que l'hiver ne nous a pas complètement abandonnés. Un vent vif du Nord, accompagné de pluie, a soufflé sur nos campagnes, samedi dernier, et nous donné, dimanche et lundi, une légère glace. La végétation encore tendre a été attaquée, mais, heureusement, les fruits n'ont pas souffert. Le temps est devenu plus modéré ; le mardi, il est, cependant, resté brumeux et menaçant. On a beaucoup semé de maïs, la semaine dernière, et de nombreux fermiers qui ont fait leurs semailles, au février, voient déjà leur grain pousser et verdir la terre, malgré le léger retard causé par la gelée. Les travaux de ferme sont réellement très avancés dans toute la paroisse.

France et Russie.

La *Correspondance politique*, de Vienne, du 18 février, a publié une lettre de Saint-Pétersbourg qui a fait grande sensation dans la capitale et dont le texte *in extenso* a été télégraphié au *Temps* de Paris, du 19 :

Pour tout esprit clairvoyant il devient évident que le gouvernement russe et ses conseillers sont décidés à laisser les événements suivre librement leur cours, et à en tirer parti lorsque le moment favorable sera venu.

Une extrême prudence est imposée d'ailleurs au gouvernement russe, qui, d'une part, a le ferme désir de maintenir la paix, et qui, d'autre part, doit prendre en considération le sentiment national russe, qui pourrait l'entraîner irrésistiblement à appuyer la France dans le cas d'un conflit de ce pays avec l'Allemagne.

Ces sympathies éclatent de toutes parts, dans les cercles militaires, dans les milieux administratifs, dans la presse, dans le grand public ; elles grandissent proportionnellement aux difficultés opposées à la Russie en Orient, car ces difficultés prouvent à la Russie l'antagonisme dont elle est l'objet, et l'isolement dans lequel elle se trouve lui inspire le besoin d'en sortir.

Si donc les cabinets de l'Europe désirent la paix, il n'y a pas de conseil plus pratique à leur donner que celui de ne point pousser la Russie à bout par de nouvelles complications orientales.

En persistant dans cette voie dangereuse, certains cabinets européens contribuaient malheureusement la Russie à chercher un point d'appui à l'extérieur, à l'aide duquel elle pourrait plus vigoureusement et avec plus de succès faire valoir ses droits. En un mot, le rapprochement entre la Russie et la France, devant lequel on a jusqu'à présent reculé, mais que bien des circonstances et des événements ont préparé, deviendrait alors un fait accompli.

Toute la presse russe, sans distinction de parti, est unanime à déclarer que la Russie doit avoir constamment les yeux fixés sur le Rhin pour empêcher, en cas de besoin, un second écrasement de la France, dont la conséquence inévitable serait de soumettre toute l'Europe, y compris la Russie, à la volonté de Berlin.

Les mêmes organes estiment que la Russie ne doit pas exclusivement se laisser absorber par les affaires d'Orient et se laisser ainsi lier les mains. On peut d'ailleurs plus les négliger pour le moment que, plus tard, on sera en état de s'en occuper avec d'autant plus de chances de succès qu'on n'aura pas à craindre qu'une Allemagne victorieuse ne vienne se mêler en travers pour empêcher une victoire définitive ou une offensive diplomatique de la Russie.

Le gouvernement russe doit donc veiller à ce qu'un conflit armé n'éclate pas entre la France et l'Allemagne, mais aussi avoir pour politique d'opposer la France à l'Allemagne comme un contrepoids, de sorte que l'Allemagne soit tenue en échec et ne puisse pas exercer une prépondérance trop marquée en Europe.

Afin d'atteindre le plus sûrement possible ce double but, le gouvernement russe doit avant tout réagir contre les tendances nationales. Mais en même temps, tout en s'abstenant de servir en quoique ce soit les vues du cabinet de Berlin, il doit aussi éviter avec soin tout ce qui pourrait donner à la France un encouragement quelconque. C'est de la que prévient son attitude expectative actuelle.

On n'attribue pas ici au gouvernement de Berlin des tendances absolument belliqueuses. On sait aussi à Saint-Petersbourg que le gouvernement français n'a pas l'intention d'assumer devant son pays et devant l'Europe entière la lourde responsabilité d'une action offensive. Mais, en même temps, l'on reconnaît que la prise de Bismarck se trouve sur une pente glissante et que, malgré lui, il pourrait être entraîné, par sa sollicitude pour l'Allemagne et pour son propre prestige, à quelque acte téméraire, très regrettable, afin de sauvegarder, et l'Allemagne et son propre prestige, qu'il les voyait sérieusement menacés.

Même dans le cas où le chancelier espérerait pouvoir empêcher actuellement la France d'atteindre son but, il ne peut éviter de se poser la question si l'Allemagne serait autant qu'aujourd'hui en mesure de s'y opposer dans quelques années d'ici. Il ne voudrait pas, après sa mort, laisser l'œuvre de toute sa vie à cet égard, l'unité de l'Allemagne, exposée à d'imminents dangers.

Cela pourrait peut-être le pousser à tenter encore une fois le sort des armes afin d'anéantir la France, tant qu'il considère l'Allemagne comme la plus forte des deux nations.

Le journal *Novosti* s'attache à démontrer que la Russie doit et peut arrêter le coup que l'Allemagne dirige contre la France.

L'organe panslaviste fait ressortir que depuis le rapprochement qui s'est opéré entre cette puissance et la Russie, cette dernière n'est plus isolée comme elle l'était précédemment, et qu'il est impossible de l'exposer des Balkans sans une guerre européenne.

" La conscience de cet état de choses, dit le journal russe, est la principale garantie du maintien de la paix, de la sécurité de la France et du triomphe de nos intérêts en Orient.

" Les efforts de notre diplomatie doivent donc tendre à affermir ce sentiment, et les représentants de notre gouvernement doivent, pour cela, ne prendre aucun engagement qui puisse faire croire à l'Allemagne que l'alliance de l'Europe centrale ne rencontrerait pas, le cas échéant, de la résistance de la part d'une autre alliance aussi puissante. "

Le *Novoïé Vremia* déclare, à la date du 13, que la Russie a, pour le moment, mieux à faire que de chasser MM. Staunhoff, Mouttkouroff et consorts.

" Chaque chose en son temps, dit le journal russe ; veillons d'abord à ce que les événements que l'on attend dans l'ouest de l'Europe ne nous mettent pas dans la situation où nous sommes fermement résolus à éviter.

" Il faut que le printemps prochain nous trouve en possession de toute notre liberté d'action dans le domaine de la politique internationale, et pour cela, il est avant tout nécessaire que la Bulgarie n'absorbe pas entièrement notre attention.

" Il nous suffira complètement de nous en tenir à notre programme, bien connu de tout le monde, et présenté, depuis longtemps, à l'Europe. L'établissement de n'importe quel état de choses *définitif* en Bulgarie est *impossible sans l'assentiment de la Russie.*

" Cela suffit entièrement, pour le moment, et il ne faut, dans aucun cas, fournir à l'Autriche-Hongrie le moindre prétexte de s'immiscer ouvertement dans les affaires de la Bulgarie.

" Laissons d'abord se dérouler les événements qui font croire à la possibilité d'une guerre entre l'Allemagne et la France. Une politique d'attente est actuellement pour nous le meilleur moyen de déjouer les intrigues auxquelles on ne saurait trop évidemment les nouvelles alarmistes qui nous parviennent, à présent en si grand nombre de Bulgarie. "

Le *Novosti* déclare que tout le monde commence à être convaincu que le prince de Bismarck fait fausse route, mais que cet homme d'Etat agit, avec une inexorable persistance, de façon à amener une guerre européenne :

" Est-il encore possible, ajoute l'organe panslaviste, d'empêcher que la guerre n'éclate ? Oui, nous pensons que cela est possible, et voilà plusieurs années que nous indiquons le moyen d'obtenir ce résultat.

" On ne pourra prévenir la guerre qu'en faisant comprendre au prince de Bismarck qu'elle coûterait trop cher à l'Allemagne et en lui démontrant que la continuation de la prépondérance des intérêts allemands sur ceux de toutes les autres puissances causera nécessairement une catastrophe terrible pour l'Allemagne elle-même.

" A ce point de vue, la façon calme et ferme dont la France répond aux menaces du gouvernement allemand nous paraît être un symptôme plutôt tranquillisant qu'alarmant. "

Les propriétaires de Cuffe et de Clarke sont notifiés de la route qui aura lieu aujourd'hui, à midi, par W. I. Hodgson, encan jeur, de l'ancien café " Hawkins, " le bail les installations et le bon vouloir, joyer à bas prix. Location centrale. Voir l'avis pour plus amples détails.

Belgique.

(Lettre du correspondant particulier du *Temps* de Paris.)

Bruxelles, 17 février.

Quand, dans la séance d'hier de la Chambre, M. Frère-Orban a posé au gouvernement les questions que je vous résumais dans ma lettre du soir, le chef du cabinet, M. Beernaert, n'était pas à son banc. Aujourd'hui, c'était M. Frère-Orban qui n'était pas au sien quand M. Beernaert a répondu à ces questions, très sommairement d'ailleurs :

" L'objet des travaux à exécuter, a dit le ministre, a été nettement déterminé par la note explicative du budget : comme nous l'avons dit, il s'agit de remplacer des ouvrages rendus inefficaces par les progrès de l'artillerie. Des forts plus éloignés seront construits à Liége et à Namur, tout en ne nécessitant pas un nombre d'hommes supérieur à celui qui est actuellement nécessaire.

" Je ne puis que confirmer ces indications. A Liége, les deux citadelles seraient démolies, et remplacées par six forts et six forties englobant toute l'agglomération à sept ou huit kilomètres. Si la Chambre le désirait, je pourrais dès maintenant indiquer l'emplacement de ces ouvrages ; mais je craindrais de provoquer ainsi des spéculations de terrains.

" Ces forts et forties, quoique de petite dimension, seraient très puissants, et il suffirait pour les défendre d'une compagnie par fort et d'un peloton par fortin.

" A Namur, on construirait trois forts à cinq ou six kilomètres de la ville, et l'on compléterait ces ouvrages par des redoutes.

" La dépense ne peut être indiquée avec plus de précision que nous ne l'avons fait. D'après le devis, la dépense s'élèvera à 1 million par fortin, ce qui entraînera une dépense de 24 millions environ. "

Vous voyez que le chef du cabinet s'est borné à des indications générales sur le côté technique de la question ; il n'a pas dit un mot des motifs qui ont déterminé le ministre à faire élever des fortifications que les précédents cabinets de droite avaient déclarées inutiles. Il a donné clairement à entendre qu'il n'aurait pas d'autres éclaircissements à fournir à la section centrale. Il est donc probable que, dans la séance de demain, M. Frere insistera sur la nécessité d'une explication plus complète.

Dans le plan auquel correspond le projet actuel, il n'est pas question d'abandonner le système de défense adopté en 1859, qui se résume dans la concentration de l'armée à Anvers. Tout au contraire, un crédit de 1,200,000 francs est demandé pour l'armement du camp retranché et pour des échelonnements d'ouvrages en cours d'exécution qui doivent compléter ce système défensif. A l'encontre continue et aux onze forts qui forment ce camp retranché sont venus s'ajouter le fort de Ruplemonde, sur la rive gauche du Escaut, et le fort de Schoorwyk, au nord-est de la place, les têtes de pont de Waelhem et de Pierre, qui doivent défendre le passage de la Nethe, trois redoutes sur les digues qui traversent les terrains inondables, au nord, le long de l'Escaut.

Ce sont ces ouvrages qui sont inachevés. Mais on a reconnu qu'il ne suffisait pas de renforcer ce système défensif et qu'il fallait pourvoir aux nécessités d'opérations en campagne ayant pour objet de s'opposer à la marche de l'ennemi qui voudrait tourner la position de la vallée de la Meuse. Il ne peut plus être question de ces deux citadelles de Liége, telles qu'elles existent, sont inutiles. Il y a longtemps que le général Thiébault, alors ministre de la guerre, déclarait qu'au point de vue de la défense nationale elles seraient moins une garantie de sécurité qu'un danger. Il est vrai que, plus récemment, le général Gratry, ministre de la guerre dans le dernier cabinet Frère, a fait prévaloir plus énergiquement encore l'avis contraire. Il est sorti que l'état militaire de la Belgique est loin de ce qu'on la supposait en s'en rapportant aux assurances réitérées des divers ministères sur l'excellente constitution des cadres et des effectifs et sur les ressources des arsenaux. Il paraît que certains effectifs en hommes et en chevaux sont dérisoires, que l'instruction théorique et surtout pratique des cadres est insuffisante, que l'armement de l'infanterie est très incomplet, que les arsenaux sont peu pourvus de fusils, que les affûts manquent pour les canons, etc. Si le gouvernement avait voulu remettre cette année un emprunt pour les dépenses militaires extraordinaires, il eût trouvé le public très bien disposé en faveur de l'emprunt. Mais il estime qu'il n'y a pas lieu d'y recourir dès maintenant et qu'il est préférable d'émettre des bons du Trésor que prendront divers établissements financiers.

Je puis ajouter, au sujet du mouvement d'opinion dont je viens de parler, qu'il est en général très sympathique à la France. On calomnie trop souvent la nation belge en la représentant comme animée de sentiments peu bienveillants à l'égard de sa voisine du Sud, pour que le néglige de constater cette tendance. On est trop généralement enclin, dans certains milieux, en France, à se laisser impressionner par les efforts que font des journaux officieux belges pour grossir des incidents comme celui du choix, pour les représentations du théâtre demand de l'Alhambra à Bruxelles, d'une pièce dans laquelle les patriotes français de 1792 sont représentés sous le jour le plus pitoyable. L'influence allemande n'est pour rien dans ces excitations à la haine et au mépris des républicains français. C'est là l'œuvre des *scaldes* du parti flamand, c'est-à-dire des flamingants, cléricaux ordinaires, qui sont gallophobes par esprit d'antagonisme avec les Wallons libéraux, qu'ils appellent les " Fransquillons ". Les Flamands vrais sont si peu dans ces dispositions que le théâtre néerlandais d'Anvers ne donne que des pièces françaises.

Je vous ai signalé, par dépêche, les nombreux achats de chevaux qu'ont fait la semaine dernière les Allemands à Gand, à Binche et à Ciney. On ne se souvient pas, paraît-il, d'avoir vu à la grande foire de Ciney, dont la clôture avait lieu samedi, un aussi grand nombre de chevaux. La nouvelle que les Allemands achetaient à tout prix avait fait amener à Ciney tout ce qui était vendable. On n'a pas expédié en Allemagne samedi, par le grand-duché de Luxembourg, moins de 86 wagons emportant 774 chevaux, et d'autres importantes expéditions devaient être faites hier.

Espagne.

La *Gazette* de Madrid du 15 février a publié les recettes du Trésor pendant le mois de janvier dernier ; elles s'élèvent à 4,000,000 de francs de plus qu'en janvier 1886.

La commission des républicains progressistes est revenue de Paris et a déclaré à ses coreligionnaires que M. Zorrilla était très satisfait des résultats de l'assemblée récente du parti à Madrid. Il se félicite de l'adhésion des fédéraux et désire maintenir la coalition républicaine. Il n'attache que peu d'importance à la dissidence du groupe Salmeron, et approuve les efforts faits pour secourir les émigrés. Il ne s'oppose pas au retour en Espagne de ceux qui désirent solliciter l'amnistie, mais lui restera en exil et persistera dans son attitude et dans sa propagande tant que le suffrage universel ne sera pas rétabli.

M. Zorrilla publiera un manifeste en avril. Il nie absolument être entré en négociations avec le gouvernement pour son retour, bien que des avances lui aient été faites.

A la Chambre des députés, le ministre des affaires étrangères, répondant à une interpellation, a déclaré que rien n'indiquait de la part de la France une intention de modifier la frontière d'Algérie aux dépens du Maroc. Le ministre a démenti aussi que le commerce par cabotage eût été autorisé par le Maroc.

Ce qui est vrai, c'est qu'à la suite du manque de récolte dans certaines provinces et de leur abondance dans d'autres régions de l'empire les navires ont été autorisés à transporter des céréales d'un port à un autre sans payement de droits pendant trois mois.

Questionné ensuite sur les mesures restrictives imposées à l'entrée des vins espagnols en France, le ministre a critiqué la circulaire du gouvernement français qui prescrit de s'opposer par tout moyen chimique employé pour dépouiller les vins espagnols n'était nullement nuisible. Des négociations sont engagées avec la France pour que cette circulaire soit rapportée ; le ministre espère que ces négociations réussiront comme celles de 1886).

L'expédition espagnole commandée par le gouverneur des Philippines est arrivée à Mindanao. Elle a débarqué à Bakat et, après une légères escarmouche avec les indigènes, a occupé l'embouchure du fleuve Grande et a construit des redoutes sur les deux rives pour servir de base à ses opérations dans l'intérieur de l'île.

Le ministère des colonies a, en outre, reçu la nouvelle que le sultan de l'archipel des Soulou, avec 7,000 guerriers, a battu les chefs indigènes qui refusaient de reconnaître sa suprématie.

L'amiral Aube, ministre de la marine de France, les préfets maritimes de Lorient et de Toulon, et le président du conseil d'administration de la compagnie des forges et chantiers de la Méditerranée viennent d'être nommés grands-croix du Mérite naval espagnol.

La conservation des viandes. — Conférence.

183, rue Claiborne.

Nouvelle Orléans, 5 mars 1887.

Messieurs les Editeurs du journal *l'Abeille*,

Parmi les réflexions que suscita l'exposition que nous fîmes, le 14 novembre de l'année dernière, à la Bourse aux Produits, de nos premiers essais pour la conservation des viandes, nous gardâmes celle ci, qui était presque unanime.

Ces, nous disait-on, vos viandes passent les mois de janvier et de février sans être et sauvées, on pourra croire à l'efficacité de votre procédé." Jaloux d'affirmer nos dires d'alors, à nouveau, nous exposons publiquement, pendant huit jours, de 11 à 3 heures, au Club de la Démocratie Française, 1092 rue de Chartres, ces mêmes preuves. Chaque jour, de 1 à 2 heures, elles fourniront le sujet d'une conférence.

Limité que comportent nos désir vertes et purs intérêt public, à ce nom, nous ne doutons pas que son grand organe "La Presse" ne réponde à la respectueuse invitation que nous avons l'honneur de lui adresser de venir nous visiter et à celle, individuellement, de vouloir bien se faire notre écho près de leurs lecteurs.

Confiant en l'accueil réservé à notre demande, nous vous prions, messieurs, d'en agréer nos sincères remerciements.

Respectueusement,

Votre serviteur,

DR. G. L. TALBOT.

Des Parisiens ont reçu la visite d'un parent de province, qui, venu d'abord pour passer quelques jours avec eux, s'éternise dans les délices de la capitale.

Trop polis pour se plaindre, ils ont recours à un stratagème.

—Ah ! vraiment, mon cher, disent-ils au gêneur, vous devez bien manquer à votre femme et à vos enfants.

—Certainement, vous me donnez une bonne idée ; je vais les faire venir !

Un journal de Francfort annonce que le sculpteur Landenberg travaille en ce moment sur un modèle célèbre.

C'est Tyras, le chien de M. de Bismarck, celui que les Berlinois appellent "le chien de l'Empire."

La phthisie se guérit.—Le Dr J. S. Combs, de Cleveland, Ohio, dit : J'ai donné de l'huile de foie de morue avec hypophosphites, Scott's Emulsion, à quelques malades et j'ai obtenu des résultats bien plus heureux que je n'en attendais d'autres remèdes. Tous étaient affectés d'une maladie des poumons héréditaire, maladie très avancée, car déjà il y avait toux, douleurs dans la poitrine, respiration gênée, poids agité, fièvre, émaciation. Un ou plusieurs de 10 à 28 livres et est parfaitement rendu à la santé.

Décédé hier, 7 mars, à 6 heures P. M., à l'âge de 55 ans, GEORGE LOUIS SENENTZ, natif d'Alsace, France. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cette après midi, à 4 heures précises, de la maison de sa dernière résidence, 241 rue Dumaine, entre Villeré et Robertson.

PICKWICK CLUB BUILDING,
No 140 rue du Canal.
B. TREMOULET
Vend en gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes. Comestibles de choix, etc.
Livraison à domicile 8 nov86—1anPP

L'Union Française.

Nous soussignés, désignés par l'Union Française, pour le tirage de cent (100) obligations, certifions que les numéros suivants sont sortis :

21	144	299	479	585
25	149	305	471	583
26	161	324	478	583
70	190	332	492	586
84	192	353	494	590
41	197	354	499	605
43	196	358	503	612
44	210	359	505	619
47	212	370	497	623
58	219	371	499	626
59	226	375	536	631
61	238	376	542	639
82	259	396	543	647
86	264	408	544	660
89	273	414	545	668
109	276	425	546	692
119	277	428	548	710
128	288	437	549	718
131	278	449	559	721
138	293	467	564	788

Nouvelle-Orléans, 6 mars 1887.

FÉLIX LARUE, 22me Vice-Président.
H. DAMINS, Trésorier.
C. A. BAUD, Secrétaire.
P. PERET,
P. BOISSONNEY, } Directeurs.

Les porteurs des obligations ci-dessus peuvent en toucher le montant chez M. H. Damins, trésorier, succursale Royale et Toulouse. Conformément aux dispositions du contrat, les intérêts ne courent plus à partir de la date du tirage.
FRANÇOIS TOJAGUE, Président.
C. A. BAUD, Secrétaire.
8fév—2f

AVIS
A NOS AMIS ET AU PUBLIC.

Nous avons transporté nos magasins aux Nos. 29, 31 et 33 rue du Canal, local que nous occupions avant l'incendie. L'édifice a été restauré complètement, agrandi, et disposé de manière à nous permettre de déployer avec symétrie
Notre nouveau stock de Marchandises choisies avec le plus grand soin, et se composant de Vêtements confectionnés pour hommes, jeunes garçons et enfants, Chapeaux et tout les de toilette pour messieurs enfants.
Nous offrons le tout à des Prix plus faibles que jamais.
C. LAZARD & Cie.
24oct—86 su—dim mar jeu sam Nos 29, 31 et 33 rue du Canal.

TO-KALON.
AVIS AUX FAMILLES.
VINS supérieurs de Californie, que l'on trouvera toujours chez M. Forget, 149 rue Royale ; surtout le célèbre vin de M. Crabb. Livrés à son restaurant, 40 rue